



Committee on International Justice and Peace

3211 FOURTH STREET NE • WASHINGTON DC 20017-1194 • 202-541-3160

WEBSITE: WWW.USCCB.ORG/JPHD • FAX 202-541-3339

August 8, 2023

Honorable Antony Blinken
Secretary of State
United States Department of State
2201 C. St. NW
Washington, DC 20520

Dear Secretary Blinken:

As Chairman of the Committee on International Justice and Peace of the United States Conference of Catholic Bishops, I write to express my increased level of concern for the deteriorating situation in the Democratic Republic of the Congo. You will recall the visit of the CENCO-ECC delegation to Washington in April and my follow up letter to you in mid-May.

I attach for your consideration the latest message from the Congolese Catholic Bishops' Conference (CENCO). I share my Congolese brother bishops' concerns over the long list of government failures to: (1) stem the violence in the eastern DRC generally, (2) ensure an independent audit of the electoral voter lists, and (3) stop the political violence perpetrated against opposition political candidates including some incidents conducted by the President's political party. I am also alarmed over CENCO's report of government repression of opposition demonstrations, restrictions on the freedom of movement of opponents, attempts to pass discriminatory bills, the manipulation of the justice system, and arbitrary arrests. CENCO reminded the Congolese people that Article 64 of the Constitution gives them the right and duty to peacefully defend the integrity of the ballot boxes. This is a clear call to non-violent action to thwart what the Church fears will be a failed election.

In response to CENCO's message, the President of the Republic is reported to have lashed out directly at the Church. I have included this [link](#) to a news report from an American Catholic news service on this event for your consideration.

I urge you to take these warning signs seriously and to act promptly to ensure a free, fair, and credible election. I hope you will work publicly with CENCO-ECC and other civil society organizations to defend the democratic values that our country holds dear. As my Committee stands with the bishops of the DRC, we are ready to work with you towards that goal.

Sincerely yours,

+ *David J. Malloy*

Most Reverend David J. Malloy
Bishop of Rockford
Chairman, Committee on International Justice and Peace

CC: Assistant Secretary of State Mary Catherine Phee
Attachments: Message de CENCO le 23 Juin 2023 ; CRUX Article of June 28, 2023



CONFERENCE EPISCOPALE NATIONALE DU CONGO

Présidence

BP. 3258 – Kinshasa /Gombe

Tél. : +243 998 248 699

Fax : +33172703031

E-mail : cencordc@gmail.com

République Démocratique du Congo

**POUR DES ELECTIONS CREDIBLES
PEUPLE CONGOLAIS, REVEILLE-TOI DE TON SOMMEIL !
(cf. Rm 13, 11)**

**Message de la 60^{ème} Assemblée Plénière de la Conférence Episcopale Nationale
du Congo (CENCO)**

Préambule

1. Nous, Cardinal, Archevêques et Evêques, membres de la Conférence Episcopale Nationale du Congo (CENCO), avec les autres fidèles de l'Eglise-Famille de Dieu en RD Congo, avons célébré dans la joie et l'enthousiasme, à Lubumbashi du 4 au 11 juin 2023, le 3^{ème} Congrès Eucharistique National autour du thème « *Eucharistie et Famille* ». A l'issue de ce grand événement de la foi, nous nous sommes réunis en Assemblée Plénière Ordinaire du 19 au 22 juin 2023. Mus par la sollicitude à l'égard du Peuple congolais dont nous avons la charge pastorale, nous nous sommes penchés, entre autres, sur la situation socio-pastorale qui prévaut dans notre pays.
2. Il sied de rappeler que « *Depuis son indépendance, le 30 juin 1960, la République Démocratique du Congo est confrontée à des crises politiques récurrentes dont l'une des causes fondamentales est la contestation de la légitimité des Institutions et de leurs animateurs* » (Constitution, Exposé des motifs, §1). Ayant trop souffert et étant victime de tant de guerres à lui imposées, **le Peuple congolais veut la paix, la justice et ainsi travailler au progrès de son pays.**
3. Nous sommes convaincus que la stabilité de notre pays et le bien-être de sa population passent notamment **par des élections libres, inclusives, transparentes, apaisées.** Et ce, à tous les niveaux.

I. CONSTATS

1. Situation sécuritaire

4. Nous apprécions à leur juste valeur les initiatives diplomatiques, politiques et militaires du Gouvernement congolais pour ramener la paix sur toute l'étendue de notre pays. Nous saluons particulièrement la bravoure et le patriotisme de nos Forces Armées, malgré les conditions de travail difficiles.
5. Cependant, la persistance et l'aggravation de l'insécurité, surtout dans la partie Est de notre pays, ainsi que la multiplication des groupes armés nous préoccupent au plus haut point. **Avec la résurgence du M23, soutenu par le Rwanda, une partie du Territoire national échappe au contrôle de nos forces armées depuis plus d'une année.**
6. Dans le même registre, nous assistons, dans la partie Ouest de notre Pays, à l'apparition et à l'extension de la milice Mobondo qui sème la terreur jusqu'aux portes de Kinshasa, la Capitale. A cela s'ajoute, en milieux urbains, l'activisme de la «Brigade Spéciale de l'UDPS, Force du Progrès » (BSU), opérant comme une milice, visiblement entretenue, qui collabore parfois avec la police pour traquer les adversaires politiques et d'autres paisibles citoyens portant un regard critique sur la gouvernance actuelle du pays.
7. Fort malheureusement, nos recommandations relatives à la reconsidération de l'état de siège, la réduction du train de vie des Institutions pour donner plus de moyens à nos Forces armées, et au renforcement de la cohésion nationale, n'ont pas été prises en compte *cf. L'heure est grave. Notre Pays est en danger ! [cf. Néh 2,17). Déclaration de l'Assemblée Plénière extraordinaire de la Conférence Episcopale Nationale du Congo (CENCO) sur la situation sécuritaire du pays, du 09 novembre 2022, n°8-9].*

2. Le processus électoral

8. A propos du processus électoral, la CENCO reconnaît les efforts du Gouvernement et de la Commission Electorale Nationale Indépendante (CENI), tant dans la publication du calendrier électoral que dans la constitution du fichier électoral, dans les délais plus brefs que les cycles électoraux passés.
9. Toutefois, ces avancées ne suffisent pas pour l'organisation des élections réellement crédibles, étant donné les **inquiétudes suivantes** :
- **l'inexistence d'un cadre de concertation tripartite** (Majorité, Opposition, Société Civile), idéal pour clarifier la problématique des Centres d'Inscriptions (CI) qui n'ont pas été retrouvés sur terrain, la question des matériels électoraux sensibles détenus par des personnes non qualifiées, la situation de l'exhaustivité des données des Centre d'Inscription ayant connu des dysfonctionnements.
 - **l'absence d'une contre-expertise crédible** par un organisme international spécialisé pour auditer le fichier électoral.
10. **Le refus par la CENI de répondre favorablement à ces deux pertinentes demandes prouve à suffisance que le processus électoral est mal engagé.**

3. Climat politique tendu

11. Les premiers gestes du Président de la République en 2019 étaient porteurs d'espoir pour un Etat de droit, notamment l'ouverture de l'espace politique et médiatique, la libération des prisonniers politiques et le retour au pays des exilés. **Malheureusement, nous observons aujourd'hui un recul déplorable caractérisé par la répression violente des manifestations de l'Opposition, la restriction de la liberté de mouvement des opposants, des tentatives des projets de lois discriminatoires, l'instrumentalisation de la justice et les arrestations arbitraires.**

12. L'intolérance politique s'observe aussi dans la sphère des fanatiques violents qui s'attaquent au grand jour aux adversaires politiques et à ceux qu'ils accusent d'être proches d'eux. **En témoignent les actes de violence et d'intimidation contre nous, Evêques membres de la CENCO lors de notre visite pastorale à Kasumbalesa, le dimanche 18 juin 2023.**

13. **Nous condamnons toutes ces pratiques inacceptables et rappelons que nous tenons aux élections inclusives.** A ce propos, le Peuple n'acceptera pas un empêchement purement politique de qui que ce soit de se présenter comme candidat aux élections. Il faut lui laisser la liberté de faire le choix de ses dirigeants, conformément à la Constitution.

II. RECOMMANDATIONS

Au Peuple congolais

14. **Les élections nous donnent le pouvoir de renouveler la confiance aux animateurs des Institutions qui ont bien servi le pays, mais aussi de sanctionner tous ceux qui ont mal géré en servant leurs propres intérêts.** Face aux nouveaux candidats, privilégions les critères objectifs de compétence et de probité morale.

15. Prenons donc conscience de notre responsabilité en tant que souverain primaire en disant :

- **Non aux opportunistes qui changent de camps à la recherche des intérêts personnels !**
- **Non à ceux qui prennent comme suppléants les membres de leurs familles !**
- **Non à ceux qui postulent à tous les niveaux !**
- **Non aux tribalistes et aux népotistes !**
- **Non à l'achat de consciences !**

16. Sachons que l'acte que nous allons poser le jour des scrutins est décisif pour l'avenir de notre pays. Compte tenu des expériences malheureuses des cycles passés, **ne quittons pas les Bureaux de vote tant qu'on n'aura pas affiché les résultats.**
17. Avec l'affichage des résultats au niveau des bureaux de vote, nous aurons déjà une idée claire des gagnants. La CENI n'aura d'autres choix que de les confirmer. **Au cas contraire, ce serait une haute trahison et n'attendons pas une autre instance pour nous remettre dans nos droits. Nous avons le pouvoir constitutionnel (cf. Article 64) nous permettant d'imposer pacifiquement la vérité des urnes.**
18. A ce niveau, la contribution de la Conférence Episcopale Nationale du Congo (CENCO) est d'accompagner ce processus avec une mission d'observation électorale conjointe avec l'Eglise du Christ au Congo (ECC). **Bien entendu, cet accompagnement n'aura de sens que si la CENI donnait un minimum de garantie de transparence. Autrement, nous n'allons pas nous aligner.**

Au Gouvernement

19. Nous demandons de garantir la sécurité des personnes et de leurs biens ; de protéger les frontières nationales, de veiller au respect des droits et libertés de toutes les parties engagées au processus électoral, conformément aux textes légaux.

A la CENI

20. De garantir la transparence des opérations de vote et de dépouillement par le respect des dispositions légales concernant **la cartographie des Centres et Bureaux de vote, l'accréditation des observateurs électoraux, des témoins des partis politiques et des journalistes, la publication des listes électorales**

définitives, la publication des résultats provisoires des scrutins par Bureau de vote.

Aux Cours et Tribunaux

21. Nous exigeons le respect de l'innovation introduite dans la Loi électorale qui dispose que les juges recourent aux procès-verbaux (PV) et fiches des résultats des Bureaux de vote et de dépouillement (BVD), mis à leur disposition par la CENI pour départager les candidats lors d'éventuels contentieux électoraux.

Aux Partis et regroupements politiques

22. Il incombe de préparer correctement leurs témoins et de les déployer dans les BVD afin de ne pas se présenter aux contentieux électoraux avec des résultats sans soubassements.

Conclusion

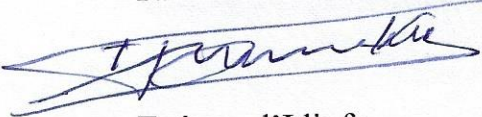
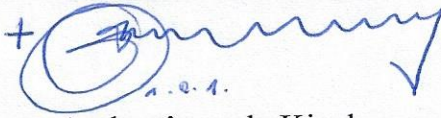
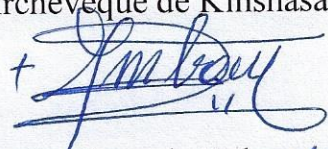
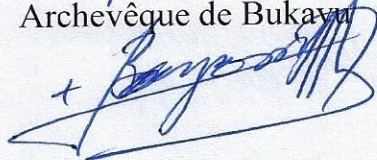
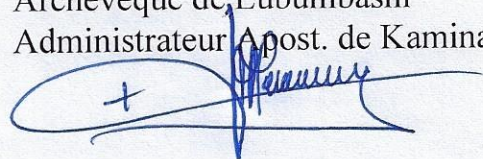
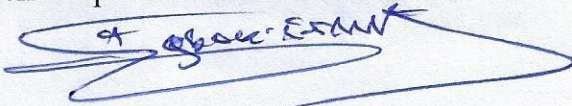


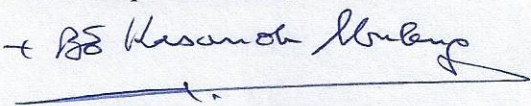
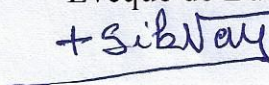
23. **Pour des élections crédibles, Peuple congolais réveille-toi de ton sommeil !**

Car il est temps que nous choissions nous-mêmes nos dirigeants. Que personne n'achète ni ne corrompe notre conscience. A six mois des échéances électorales, nous nous invitons tous **à la vigilance sur le processus électoral**. Ayant été abusés aux élections de 2018, nous devons en tirer **des enseignements** et nous comporter de façon conséquente pour que désormais, les Institutions à mandats électifs de notre pays soient dirigées par des personnes **réellement élus**.

24. Puisse Dieu bénir, par l'intercession de la Vierge Marie, Notre Dame du Congo, et de nos Bienheureux Marie Clémentine Anuarite et Isidore Bakanja, la RD Congo et son Peuple.

Fait à Lubumbashi, le 22 juin 2023.

**LES ARCHEVEQUES ET EVEQUES MEMBRES DE LA CENCO
PRESENTS A LA 60^{EME} ASSEMBLEE PLENIERE DE LA CENCO**

1. S.E. Mgr UTEMBI TAPA Marcel, Archevêque de Kisangani
Président de la CENCO

2. S.E. Mgr MOKO José, Evêque d'Idiofa
Vice-Président de la CENCO
Président de l'ACEAC

3. S.Em. Cardinal AMBONGO Fridolin, Archevêque de Kinshasa

4. S.E. Mgr MAROY François-Xavier, Archevêque de Bukavu

5. S.E. Mgr MUTEBA Fulgence, Archevêque de Lubumbashi
Administrateur Apost. de Kamina

6. S.E. Mgr NGBOKO Ernest, Archevêque de Mbandaka-Bikoro

7. S.E. Mgr MOKOBE Joseph, Evêque de Basankusu

8. S.E. Mgr KATAKA Janvier, Evêque de Wamba

9. S.E. Mgr KASANDA Bernard, Evêque de Mbuji-Mayi

10. S.E. Mgr SIKULI Melchisédech, Evêque de Butembo-Beni


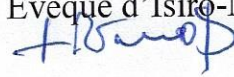
11.S.E. Mgr BULAMATARI Dominique,

Evêque de Molegbe



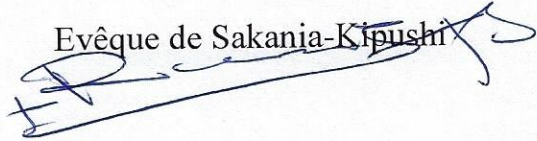
12.S.E. Mgr ANDAVO Julien,

Evêque d'Isiro-Niangara




13.S.E. Mgr RUVEZI Gaston,

Evêque de Sakania-Kipushi



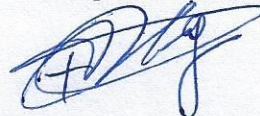
14.S.E. Mgr KWANGA Vincent de Paul,

Evêque de Manono



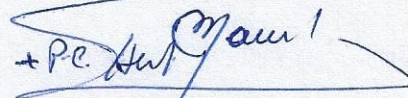
15.S.E. Mgr URINGI Dieudonné,

Evêque de Bunia



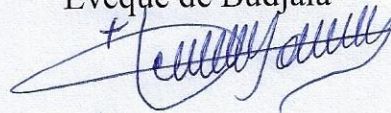
16.S.E. Mgr TSHITOKO Pierre-Célestin,

Evêque de Luebo



17.S.E. Mgr TEMBO Philibert,

Evêque de Budjala



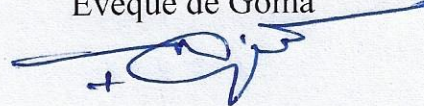
18.S.E. Mgr NGOY Oscar,

Evêque de Kongolo



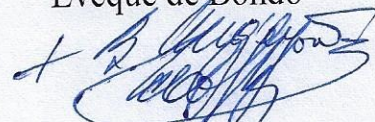
19.S.E. Mgr NGUMBI Willy,

Evêque de Goma



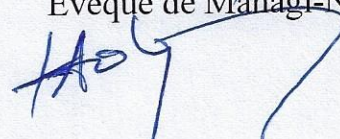
20.S.E. Mgr UNG'EYOWUN Etienne,

Evêque de Bondo



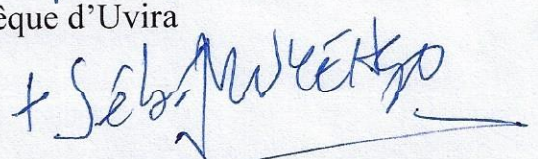
21.S.E. Mgr AYIKULI Sosthène,

Evêque de Mahagi-Nioka



22.S.E. Mgr MUYENGO Sébastien,

Evêque d'Uvira



23.S.E. Mgr BODIKA Timothée,

Evêque de Kikwit

+ Bodica, pss

24.S.E. Mgr MWANAMA Félicien,

Evêque de Luiza

+ Mwanama

25.S.E. Mgr NADONYE Jean-Bertin,

Evêque de Lolo

Admin. Apostolique de Buta

+ Nadonye

26.S.E. Mgr AMADE Jean Christophore,

Evêque de Kalemie-Kirungu

+ Amade

27.S.E. Mgr KWAMBAMBA Jean-Pierre,

Evêque de Kenge

+ Kwambamba

28.S.E. Mgr BAFUIDINSONI Donatien,

Evêque d'Inongo

+ Bafuidinsoni

29.S.E. Mgr KIBAL Emery,

Evêque de Kole

+ Kibal

30.S.E. Mgr MADRAPILE Dieudonné,

Evêque d'Isangi

+ Madrapile

31.S.E. Mgr NKOLO Oscar,

Evêque de Mweka

+ Nkolo Oscar

32.S.E. Mgr ILUKU Toussaint,

Evêque de Bokungu-Ikela

+ Iluku

33. S.E. Mgr FANSAKA Bernard Marie,

Evêque de Popokabaka

+ Fanska

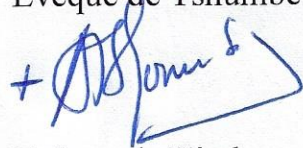
34.S.E. Mgr KIMBENI Jean-Crispin,

Evêque de Kisantu

+ 

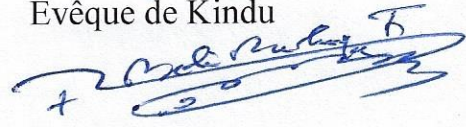
35.S.E. Mgr TSHOMBA Vincent,

Evêque de Tshumbe

+ 

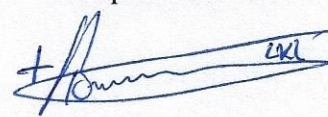
36.S.E. Mgr ABELI François,

Evêque de Kindu

+ 

37.S.E. Mgr LIKOLO José,

Evêque de Lisala

+ 

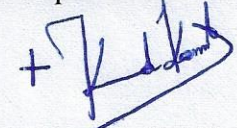
38.S.E. Mgr MBIMBI José-Claude,

Evêque de Boma

+ 

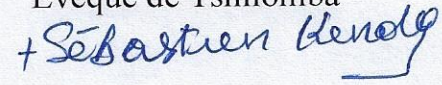
39.S. E. Mgr KAZADI Richard,

Evêque de Kolwezi

+ 

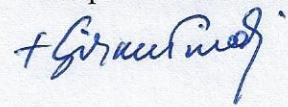
40.S. E. Mgr KENDA Sébastien,

Evêque de Tshilomba

+ 

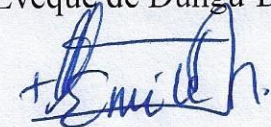
41.S. E. Mgr PINDI André-Giraud,

Evêque de Matadi

+ 

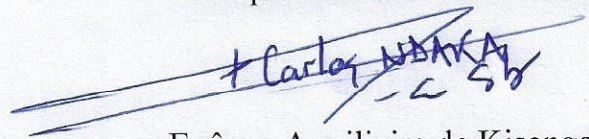
42.S.E. Mgr MUSHOSHO Emile,

Evêque de Dungen-Doruma

+ 

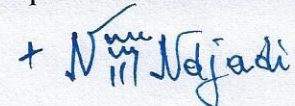
43.S.E. Mgr NDAKA Charles,

Evêque Auxiliaire de Kinshasa

+ 

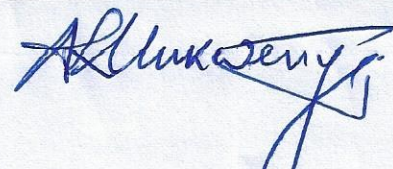
44.S.E. Mgr NDJADI Léonard,

Evêque Auxiliaire de Kisangani

+ 

45. Mgr LENGÉ Désiré,

Admin. Diocésain de Kilwa-Kasenga

+ 

Congo president and bishops at odds over democracy, electoral reform

By [Ngala Killian Chimtom](#)

Jun 28, 2023

<https://cruxnow.com/church-in-africa/2023/06/congo-president-and-bishops-at-odds-over-democracy-electoral-reform>

|Africa Correspondent



President Félix Tshisekedi of the Democratic Republic of Congo. (Credit: Associated Press.)

YAOUNDÈ, Cameroon – Six months away from general elections, a rift between bishops in the Democratic Republic of Congo and President Félix Tshisekedi recently burst into public view with the Congolese leader complaining of a “dangerous drift” in the Catholic Church.

Speaking June 25 in his political stronghold of eastern Kasai in South-central Democratic Republic of Congo, Tshisekedi deplored “a certain drift within the Catholic Church...A drift that I would describe as dangerous, especially in this election year.”

Tshisekedi was on hand to take part in a Mass to celebrate the Silver Jubilee of Bishop Bernard-Emmanuel Kasanda of Mbuji-Mayi.

The DRC is the largest Catholic country in Africa, with nearly 60 million followers representing almost half of the country’s population, and the church has long been an enormously influential social institution.

“The Church must be in the middle of the village, in the middle of the Congolese people. But unfortunately, some of you have taken a dangerous turn that could divide our nation. I feel obliged to say that I will never accept such a drift,” Tshisekedi said.

The son of a three-time Prime Minister under former strongman Mobutu Sese Seko, Tshisekedi pointedly said he would never **“back down in the face of threats or intimidation of any kind. On the other hand, I will attack without hesitation, without remorse, anything that would jeopardize the security and stability of our country.”**

He said he would do that without bothering if he is being criticized for human rights violations or deprivation of freedoms. “I will not budge,” he said, emphatically, and added that he was a democrat who has “no lessons to learn about democracy...I am a democrat, and I will remain a democrat.”

Tshisekedi’s outburst comes as a response to a harsh indictment of his governance and the electoral process by the Congolese bishops, six months ahead of the general elections in the DRC.

During their 60th Plenary Assembly that took place from June 4-22 in Lubumbashi, capital of the Upper-Katanga Province, the bishops offered their starkest criticism yet of Tshisekedi’s government since he came to power in 2019.

The clerics said they were dismayed at the proliferation of armed groups in the east of the country and were even more worried at the resurgence of the M23 armed group which they said is “supported by Rwanda.”

They said part of this region is beyond the control of the regular forces. In the west, the Mobondo militia has emerged and expanded, sowing terror as far as the capital Kinshasa.

The bishops said they were further angered by the emergence of some militia groups in urban areas which terrorize the population and “sometimes collaborate with the police to hunt down political opponents and other peaceful citizens.”

The bishops said that contrary to the “positive signals” Tshisekedi gave at the start of his mandate in terms of a commitment to democracy, there has been “a deplorable setback

characterized by the violent repression of opposition demonstrations, restrictions on the freedom of movement of opponents, attempts to pass discriminatory bills, the manipulation of the justice system and arbitrary arrests.”

They also criticized political fanatics who don't accept opposing views and violently attack those they consider enemies.

These concerns are all the more telling as the country gears up for general elections on December 30, in which Thsisekedi is expected to seek another term.

The bishops' conference has called for significant electoral reforms. It wants the setting up of a tripartite consultation framework comprising the ruling majority, the opposition and civil society. It is also demanding an external audit of the electoral register, failing which it will withdraw from the process.

“If it has nothing to hide, the [Independent Electoral Commission] should not hesitate to carry out this counter-audit, which will not disrupt the deadlines. But if the [commission] and the ECC (Church of Christ in Congo) conclude that we are not in a position to observe elections, then what is being prepared are not elections that we can recommend to the population”, said Bishop Donatien Nshole, secretary for the conference.

The need for reform, the church leaders said, is a response to the country's “recurrent political crises, one of the fundamental causes of which is the contestation of the legitimacy of institutions and their leaders.”

The stability of the Congo and the well-being of its people “depend in particular on free, inclusive, transparent and peaceful elections,” the bishops said.

The bishops called on the Congolese electorate to “rise up” and take responsibility for their future as a sovereign people by participating massively in the elections, because the vote “will be decisive for the future of our country.”

They warned against voting for opportunistic politicians who are only interested in their personal, family or tribe interests, and chose people of high moral standing who have the general interest at heart.